

Carole Albanèse : "Qu'on ferme les lieux de culture me met dans la peine"



Les scènes artistiques figurent parmi les principales victimes de ce second confinement. Directrice de la Scène nationale de l'Ariège, Carole Albanèse réagit. Avec flamme.

Une nouvelle fois, la culture et les spectacles vivants figurent au rang des victimes de ce confinement. Directrice de la Scène Nationale de l'Ariège, Carole Albanèse entend avant tout "maintenir ses engagements vis-à-vis des artistes qui étaient programmés durant ces quatre semaines". Neuf spectacles, onze représentations étaient à l'affiche, au mois de novembre. "Nous nous adaptons, reprend Carole Albanèse. On pense d'abord au public et aux artistes. Nous ouvrons donc le plateau de l'Estive aux troupes qui en auraient besoin, comme nous l'avons fait lors de la première vague du confinement. On reprogrammera dès que possible les spectacles qui étaient prévus en novembre".

Mais l'essentiel n'est peut-être pas là. "Nous pensons aussi à ceux pour qui l'Estive est un lieu de vie, de sociabilité, très important. On souhaite maintenir le lien avec les gens. Nous les invitons à nous écrire, à faire part de leurs propositions, de leurs commentaires. Garder un lien vivant avec eux. L'Estive, c'est un lieu où l'on se retrouve autour des œuvres artistiques. Un lieu où on vient se ressourcer, échanger, débattre, partager des émotions. C'est très important".

La directrice de l'Estive s'attriste que la culture, une nouvelle fois, soit sacrifiée, en constatant avec amertume et colère que "dans cette circonstance, on ne mette pas la relation humaine au cœur de nos priorités. La priorité, actuellement, c'est de faire en sorte que la société reste productive. On parle beaucoup des services de réanimation, peu de la détresse qui s'empare d'un nombre croissant de nos concitoyens. Fermer des lieux de culture, ça me met dans la peine, en tant que citoyenne". Carole Albanèse pense à toutes les scènes culturelles, grandes ou petites, mais également aux librairies : "Je ne comprends pas pourquoi la Fnac reste ouverte, et pas la librairie Surre".

Et si des contrôles sanitaires existaient...

D'autant, souligne-t-elle, que si des contrôles de sécurité sanitaires existaient, ils démontreraient qu'à l'Estive, comme dans la plupart des lieux comme les nôtres, qui sont de grands théâtres publics, les règles peuvent être respectées. Ce n'est pas vrai que l'on prend plus de risques en venant à l'Estive qu'en prenant le train ou en allant faire ses courses. C'est cette interrogation que j'ai : quelles valeurs nous partageons, aujourd'hui, dans ce que nous vivons".

Pour Carole Albanèse, tout le monde est conscient de la nécessité de se protéger et de protéger les plus fragiles. Prêt à faire des efforts. "Le reste, c'est une question de priorités. Quelle priorité donnons-nous à l'humain ? C'est quelque chose qui m'interroge".

La directrice de l'Estive souhaite y réfléchir, en concertation avec les artistes et le public.

L'Estive envisage de remettre en place sa plate-forme de cinéma en ligne. La Scène National veut également partager des contenus artistiques, mais en continuant à privilégier le spectacle vivant. "Rien ne peut remplacer l'expérience du spectacle", confie C.Albanese.

Coup dur pour le cinéma

"C'est dommage, on retrouvait des niveaux de fréquentation proches de l'année dernière." Pour Jacques Vergnes, directeur du cinéma de Lavelanet, ce nouveau confinement est un coup dur. "Je pense que l'année est finie, lâche-t-il, attristé. En 2020 on aura fait 10000 entrées au lieu de 30000." Pour Marie Vidal, responsable de la programmation cinéma de L'Estive, le choc est moins rude que la première fois. "C'est moins difficile d'envisager l'avenir, confie-t-elle. Il y a des solutions." Les deux cinémas vont renouveler leur partenariat avec la plateforme 25e heure, pour garder le lien avec le public. "Ce sont généralement des séances débats, explique Marie Vidal. Les spectateurs paient leur place, on regarde le film ensemble, et ensuite il y a un échange avec le réalisateur du film." La diffusion est réservée aux internautes dans un rayon de 50 kilomètres. "La plateforme est là pour dire à nos habitués qu'on est là, qu'on pense à eux", indique Jacques Vergnes.

La préfecture détaille les mesures

Dans un communiqué, la préfecture de l'Ariège rappelle qu'une attestation dérogatoire est obligatoire pour sortir. Aux motifs prévus lors du premier confinement, elle autorise les sorties pour accompagner un enfant à l'école, pour se former ou se présenter à un examen, et pour se rendre dans un service public.

Deux autres attestations sont également prévues : l'une est délivrée par l'employeur pour les déplacements domicile-travail, l'autre par l'établissement scolaire pour les trajets domicile-école. Certains sites recevant du public peuvent continuer leur activité. S'ajoutent cette fois les crèches, les établissements scolaires jusqu'au lycée, les accueils périscolaires, les hôtels (seulement pour les déplacements professionnels), les magasins et jardineries de gros.

Le port du masque devient obligatoire dès 11 ans et s'applique si possible dès 6 ans. Les mesures de soutien aux entreprises sont reconduites et amplifiées.

La préfecture conclue en indiquant "une tolérance sera observée de manière transitoire vis-à-vis des retours des vacances de la Toussaint".

Plus de détails sur www.ariège.gouv.fr/Actualites/Mise-en-application-du-confinement

"Pourquoi les uns et pas les autres"

"J'ai du mal à comprendre certaines décisions du gouvernement quant à la sélection des entreprises qui doivent cesser leurs activités alors que d'autres ne sont pas concernées. Le petit commerce doit fermer mais les grandes surfaces restent ouvertes, pourquoi ?

Nous savons bien que toutes les précautions ont été prises en ce qui concerne nos petits commerces afin de pouvoir accueillir en grande sécurité une clientèle qui pour la grande majorité du temps ne sont pas les uns contre les autres dans ces petits magasins.

Tous les gestes barrières sont respectés et l'affluence est loin d'être celle que l'on constate dans les grands magasins.

Laisser les garages ouverts, fermer les salons de coiffure, laisser les boulangeries, les bureaux de tabac ouverts, fermer les restaurants et bien d'autres commerces ; rien de cohérent dans ces décisions qui ne peuvent apporter des solutions positives face au virus.

L'emploi et l'avenir de tous ceux qui font l'économie de notre pays sont menacés et ce ne sont malheureusement pas les aides d'Etat, bien sûr conséquentes par les chiffres annoncés mais qui restent une fois réparties nettement insuffisantes, qui sauveront cette économie.

Interdire les manifestations où un grand nombre de personnes se rencontrent me paraît essentiel ; par contre laisser les écoles, les collèges et les lycées ouverts vient en opposition aux décisions prises.

Faisons un peu confiance à la responsabilité de chacun, aucun d'entre nous ne veut subir les conséquences désastreuses de ce virus mais essayons de préserver et non de tuer notre économie.

Je sais qu'écrire l'essentiel est souvent menacé par l'insignifiant. La France a besoin de travailler, nous avons besoin de travailler, laissons nos commerces ouverts".